

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2395

26 septembre 2012

### SOMMAIRE

Mont Blanc S.A. ....	114933	Quadra Mainz Telekom S.à r.l. ....	114942
Neomedit S.A. ....	114932	Quadra Mainz Volkspark S.à r.l. ....	114943
Nerium S.A. ....	114937	Quadra Stuttgart S.à r.l. ....	114943
New Step International S.A. ....	114937	Quantam Equity S.A. ....	114944
Next Management S.à r.l. & Partners S.C.A. ....	114914	Reveko S.à r.l. ....	114944
Nice Finance S.A. ....	114937	Rhune S.A. ....	114945
Nitrus Finance S.à r.l. ....	114932	Ribera S.A. ....	114945
OAK International S.A. ....	114938	Richardson Investments Barberino S.à r.l. .....	114945
OAK International S.A. ....	114925	Rives des Invalides S.A. ....	114946
Ocean Dream S.A. ....	114938	Rogo S.A. ....	114944
Offenburg S.à r.l. ....	114938	RPH Associés Immobilière S.A. ....	114946
Omnibuild S.A. ....	114939	Sagis Gallica S.A. ....	114947
Ostara S.A. ....	114939	Salhouse Holding S. à r. l. ....	114947
Papier-Mettler Luxembourg GmbH ....	114941	Salza S.A. SPF ....	114948
Parfipar S.A. ....	114938	SGH S.A. ....	114959
Pavimento S. à r.l. ....	114939	Share Nominees S.A. ....	114946
Peabody Energy (Gibraltar) Limited S.C.S. .....	114941	Sheringham Holding S.à r.l. ....	114960
Peaksid European Holdco S.à r.l. ....	114939	Silverhope Holding S.A. ....	114960
Pereccman S.A. ....	114926	Snowdonia S.à r.l. ....	114944
Permira SCF S.à r.l. ....	114939	S.P.I.C. S.A. ....	114914
PFCE Hungary S.à r.l. ....	114941	S.P.I.C. S.p.A. ....	114914
Pimas-Umbrella SICAV ....	114940	SplitArt S.A. ....	114946
Plochingen S.à r.l. ....	114940	Stadsfeestzaal Lux S.à r.l. ....	114947
Porta Westfalica S.à r.l. ....	114940	Stockard Investments S.à r.l. ....	114946
Portman Investments S.à r.l. ....	114940	STOCKPORT (Luxembourg) Sàrl ....	114960
Preston Luxembourg 2 S.à r.l. ....	114945	TCW/Crescent Mezzanine Partners VB (Luxembourg) S.à r.l. ....	114947
Proman S.A. ....	114940	TCW/Crescent Mezzanine Partners V (Lu- xembourg) S.à r.l. ....	114941
Quacis, Cap. Inv. Gesto. ....	114943	Texcoco S.A. ....	114948
Quadra Estate S.à r.l. ....	114941	Texcoco s.r.l. ....	114948
Quadra Kaiserslautern S.à r.l. ....	114942	Valinvest Europe ....	114960
Quadra Mainz BZ S.à r.l. ....	114942		

**Next Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 159.172.

Les comptes annuels pour la période du 14 janvier 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 août 2012.

Référence de publication: 2012111826/11.

(120151213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

**S.P.I.C. S.p.A., Société Anonyme Holding,  
(anc. S.P.I.C. S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 49.920.

L'an deux mille douze, le vingt août.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme S.P.I.C. S.A. en liquidation, ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 49920, constituée suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 1994, publié au Mémorial C numéro 188 du 26 avril 1995, dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 145 du 25 mars 1997;

- suivant acte sous seing privé en date du 30 juillet 2001, publié par extrait au Mémorial C numéro 555 du 10 avril 2002;

- suivant actes reçus par Maître Jean SECKLER, notaire prénommé:

en date du 3 août 2000, publié au Mémorial C numéro 60 du 27 janvier 2001;

en date du 18 novembre 2004, publié au Mémorial C numéro 167 du 24 février 2005;

- dissoute et mise en liquidation suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 30 décembre 2010, publié au Mémorial C numéro 706 du 13 avril 2011,

ayant un capital social de un million deux cent quatre-vingt-onze mille cent quarante-deux virgule vingt-cinq euros (1.291.142,25.- EUR), représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Massimo PERRONE, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain THILL, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires et du liquidateur de la société à savoir Monsieur Bruno MASTROTTO, représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1.- Modification de la dénomination de la société en S.P.I.C. S.p.A..
- 2.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 3.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 4.- Nominations statutaires.
- 5.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en S.P.I.C. S.p.A..

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont, à I-36071 Arzignano, Via Quarta Strada 7 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions de l'article 4 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO

**Denominazione - Scopo - Sede - Durata**

**Art. 1.**

1.1 E' costituita una Società per azioni con la denominazione di "S.P.I.C. S.p.A."

**Art. 2.**

2.1 La società ha sede nel Comune di Arzignano (VI) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 L'Organo Amministrativo, ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) nonché di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1.

**Art. 3.**

3.1 La società ha per oggetto le seguenti attività, con esclusione di qualsiasi attività nei confronti del pubblico:

- assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società od enti italiani ed esteri di qualunque tipo;
- curare il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o appartenenti allo stesso gruppo;
- svolgere attività di compravendita e di gestione in genere di titoli pubblici e privati, italiani ed esteri, in proprio e a titolo di investimento e quindi in forma non professionale.

3.2 La società potrà compiere tutte le operazioni commerciali, mobiliari, immobiliari e finanziarie necessarie e/o utili per il raggiungimento dell'oggetto sociale, escluse le attività finanziarie per il cui esercizio è richiesta l'iscrizione in appositi Albi e/o elenchi ai sensi degli artt. 106 e segg. del dlgs 385/1993 (T.U.B.); la società, potrà, pertanto:

- richiedere finanziamenti di qualsiasi genere;
- concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie anche a favore di terzi, purchè tali attività siano svolte in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale e non nei confronti del pubblico.

**Art. 4.**

4.1 La durata della società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e può essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea straordinaria.

**Capitale sociale - Finanziamenti soci**

**Art. 5.**

5.1 Il capitale è fissato in € 1.291.142,25 suddiviso in n. 2.500 azioni; le azioni vengono emesse senza indicazione del valore nominale nei titoli e nello statuto, per cui le disposizioni di legge o del presente Statuto che ad esso si riferiscono si applicano con riguardo al valore che si ottiene suddividendo l'importo dell'intero capitale per il numero complessivo delle azioni in circolazione.

**Art. 6.**

6.1 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o altri fondi disponibili).

6.2 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, denaro, beni in natura e crediti; la delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

6.3 In caso di delibera di aumento del capitale sociale ovvero di emissione di obbligazioni convertibili in azioni spetta ai soci il diritto di opzione nonché il diritto di prelazione sulle azioni e/o obbligazioni convertibili eventualmente rimaste inoperte; se vi sono obbligazioni convertibili il diritto di opzione spetta anche ai possessori di queste, in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio. Si applica la disposizione dell'art. 2441 c.c..

Potranno essere omessi sia il deposito presso il Registro Imprese dell'offerta di opzione che ogni altra forma di pubblicità della stessa, qualora tutti i soci siano presenti (in proprio o per delega) all'assemblea che delibera l'aumento e dichiarino di essere già informati dell'offerta di opzione e del termine relativo.

6.4 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge

**Art. 7.**

7.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

7.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale, e ciò previa conforme delibera assembleare.

**Azioni - Trasferimento delle azioni****Art. 8.**

8.1 La partecipazione sociale è rappresentata da azioni. E' consentita l'attribuzione di azioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, a ciascun socio è assegnato un numero di azioni proporzionale alla parte del capitale sociale sottoscritta e per un valore non superiore a quello del suo conferimento

8.2 Le azioni conferiscono ai loro possessori uguali diritti.

Tuttavia con apposita delibera di assemblea straordinaria possono essere create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi degli artt. 2348 e segg. cod. civ.; comunque tutte le azioni appartenenti alla medesima categoria conferiscono uguali diritti. In caso di creazione di dette particolari categorie di azioni, le deliberazioni dell'assemblea, che pregiudicano i diritti di una di esse, devono essere approvate anche dall'assemblea speciale degli appartenenti alla categoria interessata. Alle assemblee speciali si applicano le disposizioni relative alle assemblee straordinarie.

**Art. 9.**

9.1 Nel caso di comproprietà di un'azione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del codice civile

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro sulle azioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

9.3 Per l'acquisto da parte della società di azioni proprie, per il compimento di altre operazioni su azioni proprie, e per l'acquisto di azioni da parte di società controllate si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2357 e segg. c.c.

**Art. 10.**

10.1 Le azioni sono trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci, regolarmente iscritti a libro soci, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto, a sensi del successivo punto 10.3

10.2 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione ed il trasferimento di mandato fiduciario.

10.3 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte le proprie azioni, nei casi di cui al precedente punto 10.2, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) le azioni dovranno essere trasferite entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi delle azioni offerte (e delle

eventuali modalità da osservare nel caso in cui le azioni offerte non siano proporzionalmente divisibili tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento.

- la comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità sopra indicate equivale a "invito a proporre". Pertanto il socio che ha effettuato la comunicazione, dopo essere venuto a conoscenza della accettazione da parte del/i titolare/i del diritto di prelazione, avrà la possibilità di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto e di desistere dalla sua intenzione di trasferire le azioni, dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, entro i successivi 15 (quindici) giorni.

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione al valore nominale delle azioni da ciascuno di essi possedute.

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, abbiano dichiarato di esercitarla, salvo che gli stessi abbiano dichiarato di volersi avvalere della prelazione solo ed esclusivamente in proporzione alle proprie azioni;

- il diritto di prelazione dovrà comunque essere esercitato dagli altri soci, anche in via non proporzionale tra di loro verificandosi il caso di cui all'ultimo periodo del punto precedente, per la totalità delle azioni offerte, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- qualora non si verifichi la condizione di cui al punto che precede ovvero nessun socio intenda acquistare le azioni offerte nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati il socio offerente sarà libero di trasferire le azioni offerte in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta.

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente della C.C.I.A.A. del luogo presso il cui registro Imprese è iscritta la società, su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società; le spese della relazione giurata saranno a carico della società nel caso in cui il valore stabilito dall'esperto sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) rispetto al prezzo offerto; negli altri casi, invece, dette spese saranno a carico di chi ha richiesto la relazione giurata;

- ove si tratti di trasferimento per atto tra vivi a titolo gratuito o a titolo oneroso con corrispettivo infungibile, colui che esercita la prelazione dovrà corrispondere al donatario o al cedente a titolo oneroso denaro per importo pari al valore effettivo delle azioni trasferite, valore da determinarsi ai sensi del comma che precede.

- Qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse inferiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'esperto, salva sempre la facoltà per il socio cedente di desistere dalla sua intenzione di cedere le azioni e di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto di trasferimento, da esercitarsi con le modalità sopra stabilite.

- il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire il diritto di opzione e la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta invece per il caso di costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno). Tuttavia per la costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno) con efficacia verso la società, è richiesto il preventivo consenso scritto di tutti gli altri soci.

10.4 Il trasferimento delle azioni e del diritto di opzione, sarà possibile senza l'osservanza delle formalità di cui al precedente punto 10.3 qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

10.5 Nell'ipotesi di trasferimento per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto nel presente articolo, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società.

10.6 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, purché venga dimostrata, nel caso di reintestazione, la continuità del mandato in capo al medesimo fiduciante dalla data della prima intestazione alla fiduciaria fino alla reintestazione.

10.7 Il diritto di prelazione compete ai soci anche nel caso in cui venga ceduta la partecipazione di controllo in una società socia della presente società ovvero avvenga un qualsiasi altro mutamento in detta partecipazione di controllo (come ad esempio per effetto di fusione, scissione, conferimento) che determini il subentro di un nuovo soggetto nella titolarità di detto controllo. In tale ipotesi, l'organo amministrativo della società socia dovrà offrire agli altri soci l'acquisto

delle azioni della presente società entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata ceduta o è mutata la partecipazione di controllo. L'offerta dovrà essere effettuata con le modalità indicate nel precedente punto 10.3, precisandosi che agli altri soci compete il diritto di fare ricorso ad un esperto per la determinazione del prezzo, secondo quanto previsto sempre nel precedente punto 10.3.

Qualora la società socia non adempia all'obbligo posto a suo carico, con riguardo alle azioni dalla stessa detenute si produrranno gli stessi effetti previsti per il caso di mancato rispetto del diritto di prelazione dal precedente punto 10.5 (la società socia, pertanto, non sarà più legittimata all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società).

#### **Art. 11.**

11.1 Le azioni sono liberamente trasferibili per successione mortis causa.

11.2 In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

### **Assemblee**

#### **Art. 12.**

12.1 L'Assemblea è ordinaria o straordinaria a sensi di legge.

12.2 L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo, anche su domanda dei soci a sensi dell'art. 2367 c.c.; l'assemblea è convocata presso la sede sociale, ovvero in altro luogo purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea.

12.3 L'Assemblea viene convocata con avviso fatto pervenire ai soci ed agli altri aventi diritto, al proprio domicilio, almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea; a tal fine detto avviso può essere comunicato con lettera raccomandata con avviso di ricevimento ovvero può essere consegnato a mano e controfirmato per ricevuta dal destinatario, ovvero può essere comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (compresi telefax, posta elettronica o altri mezzi similari) purché, in ogni caso, sia garantita la prova, anche mediante specifica dichiarazione resa dal destinatario, dell'avvenuto ricevimento. In alternativa alle modalità di convocazione sopra indicate, qualora non sia possibile avvalersi di mezzi che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento dell'avviso da parte dei soci e degli altri aventi diritto (ad esempio nel caso non sia possibile ottenere la prova, neppure per specifica dichiarazione del destinatario, del ricevimento prima della data per la quale è stata fissata l'assemblea ovvero nel caso di soci o altri aventi diritto irraggiungibili al domicilio comunicato alla società), l'Assemblea potrà essere convocata mediante avviso pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

12.4 Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare. Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; nell'avviso potranno essere previste ulteriori convocazioni per le quali valgono le medesime maggioranze previste per l'assemblea di seconda convocazione.

12.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa alla assemblea l'Amministratore Unico o in caso di nomina del Consiglio di Amministrazione la maggioranza dei suoi componenti, nonché la maggioranza dei componenti del Collegio Sindacale. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

12.6 Nell'ipotesi di cui al precedente punto 12.5, dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti del Consiglio di Amministrazione e del Collegio Sindacale non presenti.

#### **Art. 13.**

13.1 L'Assemblea è presieduta a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza del capitale presente.

13.2 L'Assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

13.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

#### **Art. 14.**

14.1 Possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto, previa esibizione al Presidente, all'inizio dei lavori dell'assemblea, dei propri titoli azionari, a meno che, alla data dell'assemblea stessa, non risultino già iscritti nel libro soci; nel caso di mancata emissione di titoli azionari possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro soci. Non è invece necessario il preventivo deposito delle azioni o della relativa certificazione

14.2 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società. Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni. E' ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del

giorno. La rappresentanza non può essere conferita né ai componenti degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste. Si applicano le altre disposizioni dell'art. 2372 c.c.

14.3 E' possibile l'intervento in Assemblea mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti ed il capitale dagli stessi rappresentato, constatare le modalità e proclamare i risultati della votazione, identificando i soci favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di fare le dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno da riassumere, a loro richiesta, nel verbale.

14.4 Nel caso venga richiesto il rinvio dell'assemblea ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 2374 c.c.:

- il rinvio viene disposto dal Presidente verificata la sussistenza di tutte le condizioni poste dall'art. 2374 c.c. suddetto
- il Presidente nel disporre il rinvio fissa il luogo, la data e l'ora della seduta di rinvio (fermo restando l'ordine del giorno)

- le disposizioni assunte dal Presidente debbono risultare dal verbale dell'assemblea rinviata

Il rinvio determina la sospensione della seduta assembleare, con la conseguenza che la seduta di rinvio deve considerarsi mera prosecuzione della seduta sospesa; non è, pertanto, necessario procedere ad una nuova convocazione.

All'inizio della seduta di rinvio il Presidente dell'Assemblea deve nuovamente verificare la sussistenza dei quorum costitutivi di cui al successivo art. 15.

#### **Art. 15.**

15.1 Ogni azione attribuisce il diritto di voto, salvo nel caso in cui siano state create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi del precedente art. 8.2 azioni che a fronte del riconoscimento di particolari diritti siano senza diritto di voto, o con diritto di voto limitato. Il valore di tali azioni non può complessivamente superare la metà del capitale sociale

15.2 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale, e delibera a maggioranza assoluta degli intervenuti. L'assemblea ordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale rappresentata dai soci partecipanti, e delibera a maggioranza assoluta degli intervenuti.

15.3 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale. L'assemblea straordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino oltre un terzo del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di almeno i due terzi del capitale rappresentato in assemblea; anche in seconda convocazione, è comunque necessario il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più di un terzo del capitale sociale per le deliberazioni concernenti il cambiamento dell'oggetto sociale, la trasformazione della società, lo scioglimento anticipato, la proroga della società, la revoca dello stato di liquidazione, il trasferimento della sede sociale all'estero e l'emissione di azioni privilegiate.

15.4 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze.

15.5 Salvo diversa disposizione di legge o del presente statuto le azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto, ma per le quali non è escluso il diritto di intervento all'assemblea, sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione

15.6 Il quorum costitutivo è calcolato una sola volta all'inizio dell'assemblea. Il "quorum di base deliberativo", ossia il capitale rappresentato in assemblea sul quale conteggiare la maggioranza necessaria per adottare la deliberazione, va invece verificato all'inizio dell'unica o di ciascuna votazione, nel caso di più votazioni nel corso della medesima assemblea.

#### **Art. 16.**

16.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

16.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

16.3 Il verbale dell'assemblea straordinaria deve essere redatto da un notaio.

16.4 Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

16.5 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni delle assemblee.

16.6 Nel caso di azioni gravate da diritti reali, i diritti (ed in particolare il diritto di intervento all'assemblea) e le facoltà riconosciuti ai soci dai precedenti articoli da 12 a 15 spetteranno invece ai titolari dei diritti reali investiti del diritto di voto.

## Amministrazione

### Art. 17.

17.1 La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di due ad un massimo di sette membri, secondo il numero esatto che verrà determinato in occasione della nomina;

17.2 La nomina degli amministratori spetta all'assemblea ordinaria dei soci.

17.3 Gli Amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previsti dall'art. 2382 cod. civ..

17.4 Gli amministratori sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ., salvo diversa autorizzazione dell'assemblea dei soci.

### Art. 18.

18.1 Gli Amministratori non possono essere nominati per un periodo superiore a tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica; in mancanza di qualsiasi precisazione al riguardo gli amministratori si intendono nominati per il periodo massimo corrispondente a tre esercizi

18.2 Gli amministratori sono revocabili dall'assemblea in qualunque tempo, anche se nominati nell'atto costitutivo, salvo il diritto dell'amministratore al risarcimento dei danni, se la revoca avviene senza giusta causa.

18.3 E' ammessa la rieleggibilità.

18.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla prossima assemblea.

Se, invece, viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dai soci (ovvero un amministratore in caso di Consiglio composto da due membri) decade l'intero Consiglio; spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina dei nuovi amministratori. Nel frattempo gli Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

18.5 Se vengono a cessare l'amministratore unico o tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina del nuovo organo amministrativo deve essere convocata d'urgenza dal Collegio Sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

18.6 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito. Per la rinuncia all'ufficio da parte degli amministratori si applica il disposto dell'art. 2385 c.c..

### Art. 19.

19.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo:

a) elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

b) viene convocato dal Presidente ovvero anche da uno solo dei consiglieri, mediante avviso spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero consegnato a mano e controfirmato dal destinatario per ricevuta, ovvero comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo che garantisca la prova dell'avvenuto invio (compresi fax, posta elettronica ed altri mezzi similari), almeno cinque giorni prima dell'adunanza ovvero in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima; in detto avviso debbono essere indicati la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

c) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea;

19.2 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci effettivi.

19.3 E' possibile l'intervento alle riunioni del Consiglio mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati della votazione, identificando gli amministratori favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno,

di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni o il proprio dissenso.

19.4 Il Consiglio di amministrazione, delibera validamente con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

19.5 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

#### **Art. 20.**

20.1 L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione.

20.2 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il Comitato esecutivo ovvero l'amministratore o gli Amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, che risulteranno dalla delega conferita dal Consiglio di Amministrazione.

Per la convocazione, la costituzione e il funzionamento del comitato esecutivo valgono le norme previste per il consiglio di amministrazione, le deliberazioni sono prese a maggioranza dei voti presenti e dei votanti.

20.3 L'organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

#### **Art. 21.**

21.1 In caso di nomina di un Amministratore Unico ad esso spetta la rappresentanza della società, sia nei rapporti con i terzi che in giudizio.

21.2 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione la rappresentanza della società sia nei rapporti con i terzi che in giudizio, spetterà al Presidente del Consiglio di Amministrazione nonché, in caso di delega, al Presidente suddetto ed all'Amministratore o agli Amministratori Delegati in via disgiunta tra di loro; nella delega potranno essere fissati dei limiti all'uso della firma sociale; la rappresentanza legale spetterà, in via disgiunta anche a quel Consigliere, che viene delegato dal Consiglio di Amministrazione al compimento di una singola operazione e ciò ai fini del compimento dell'operazione autorizzata nonché di tutti gli atti e formalità inerenti e conseguenti.

21.3 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori di cui al precedente articolo 20 nei limiti dei poteri determinati dall'Organo Amministrativo nell'atto di nomina.

Ai direttori generali, in relazione ai compiti loro affidati, si applicano le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori, salve le azioni esercitabili in base al rapporto di lavoro con la società, il tutto in conformità al disposto dell'art. 2396 c.c.

21.4 In caso di liquidazione, la rappresentanza della società spetta al liquidatore ovvero in caso di nomina di più liquidatori al presidente del Collegio di liquidazione ed eventualmente anche agli altri componenti del collegio medesimo, secondo quanto verrà stabilito in occasione della nomina.

#### **Art. 22.**

22.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita delibera di assemblea ordinaria. Come compenso potrà essere previsto anche il diritto di sottoscrivere a prezzo predeterminato azioni di futura emissione.

22.2 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale. L'assemblea può anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità a titolo di trattamento di fine mandato, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa

### **Controllo**

#### **Art. 23.**

23.1 Fintantoché la società non sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, organo unico di controllo sarà il Collegio Sindacale, cui spetta:

a) vigilare sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento;

b) esercitare la revisione legale dei conti;

23.2 Il Collegio Sindacale dovrà essere nominato ed opererà a sensi dei successivi artt. 24 e 25.

23.3 Nel caso in cui la società, per qualsiasi causa, fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato la revisione legale dei conti di cui precedente punto 23.1 sub b) dovrà essere esercitata da un revisore legale dei conti o da una società di revisione legale, che dovrà essere nominato/a e che opererà a sensi del successivo art. 25 (fermo restando l'obbligo della nomina del Collegio sindacale per l'espletamento delle funzioni di cui al precedente punto 23.1 sub a).

23.4 L'assemblea dei soci, con apposita delibera, potrà, in occasione della nomina o del rinnovo del Collegio Sindacale, in deroga a quanto sopra stabilito al precedente punto 23.1, stabilire che la revisione legale dei conti sia esercitata, per il successivo triennio, da un Revisore legale dei conti o da una società di revisione legale (fermo restando l'obbligo della nomina del Collegio sindacale per l'espletamento delle funzioni di cui al precedente punto 23.1 sub a).

#### **Art. 24.**

24.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi; devono inoltre essere nominati due sindaci supplenti. I sindaci, compreso il Presidente, sono nominati dall'assemblea dei soci.

24.2 Per la nomina, la cessazione, la sostituzione dei Sindaci si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2397 e segg. c.c..

24.3 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. Per le modalità di convocazione del Collegio si applicano le disposizioni del precedente art. 19.1 sub b) e sub c). Sono comunque valide le adunanze del Collegio Sindacale e le sue deliberazioni, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Sindaci effettivi in carica. E' possibile l'intervento alle riunioni del Collegio Sindacale mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati delle eventuali votazioni; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla eventuale votazione sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni nonché le motivazioni del proprio eventuale dissenso.

#### **Art. 25.**

25.1 In quanto investito della revisione legale dei conti, a sensi ed alle condizioni di cui al precedente art. 23.1, il Collegio Sindacale, a norma dell'art. 2409/bis ultimo comma c.c., dovrà essere integralmente costituito da Revisori legali dei conti iscritti nell'apposito registro.

25.2 Nel caso invece la revisione legale dei conti debba essere esercitata da un revisore legale dei conti o da una società di revisione legale, a sensi del precedente articolo 23, per la composizione del Collegio Sindacale si osserva la disposizione dell'art. 2397 c.c. mentre il revisore legale dei conti o la società di revisione legale dovrà essere iscritto/a nell'apposito albo. Per la nomina, la cessazione e le funzioni del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti si applicano le disposizioni di legge vigenti in materia.

25.3 Il soggetto incaricato della revisione legale dei conti dovrà documentare per iscritto l'attività svolta dandone, di volta in volta, comunicazione agli Amministratori ed ai Sindaci.

### **Recesso del socio**

#### **Art. 26.**

26.1 Hanno diritto di recedere, per tutte o parte delle loro azioni, i soci che non hanno concorso alle deliberazioni riguardanti:

- a) la modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dalla legge e dal presente statuto;
- f) la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- g) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione.

Non hanno invece diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la proroga del termine;
- b) l'introduzione o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

26.2 Il diritto di recesso compete inoltre ai soci in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto

26.3 L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente punto 26.1, dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento, con l'indicazione delle generalità del recedente, del domicilio, del numero e della categoria delle azioni per le quali il recesso viene esercitato, entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute e devono essere depositate presso la sede sociale.

L'esercizio del recesso ha effetto dal momento in cui la lettera raccomandata di cui sopra è stata ricevuta dalla società. Da tale momento, inoltre, nel caso di recesso con obbligo di preavviso, inizierà a decorrere il termine di preavviso ed il recesso avrà effetto allo spirare di detto termine. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se entro novanta giorni la società revoca la delibera che lo legittima, ovvero se è deliberato lo scioglimento della società. Il socio recedente, una volta che il recesso abbia acquistato efficacia, non può revocare la relativa dichiarazione se non con il consenso della società medesima.

#### **Art. 27.**

27.1 Il valore delle azioni dei soci recedenti è determinato dall'organo amministrativo sentito gli organi di controllo, tenendo conto del loro valore di mercato ed in particolare tenendo conto della consistenza patrimoniale della società e della sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie;

27.2 I soci hanno diritto a conoscere la determinazione del valore di cui al precedente punto 27.1 nei quindici giorni precedenti alla data fissata per l'assemblea; ciascun socio ha diritto di prenderne visione e di ottenerne copia a proprie spese. In caso di contestazione, da proporre contestualmente alla dichiarazione di recesso il valore di liquidazione è determinato entro novanta giorni dall'esercizio del diritto di recesso tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod.civ..

27.3 Il procedimento di liquidazione si svolge con le modalità e nei termini di cui all'art. 2437 quater c.c..

### **Bilancio e destinazione degli utili**

#### **Art. 28.**

28.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

28.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla redazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

28.3 Il bilancio deve essere approvato con delibera dell'assemblea ordinaria, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora la società fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedessero: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

#### **Art. 29.**

29.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

29.2 La delibera che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

### **Scioglimento e liquidazione**

#### **Art. 30.**

30.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea straordinaria dei soci con le maggioranze di cui al precedente art. 15.3.

30.2 Nel caso di cui al precedente punto 30.1 nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea dei soci nomina il liquidatore o i liquidatori ed adotta le altre deliberazioni di cui all'art. 2487 c.c..

30.3 Salvo diversa disposizione adottata in sede di nomina, il liquidatore o i liquidatori avranno il potere di compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

30.4 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile.

### **Obbligazioni e strumenti finanziari diversi**

#### **Art. 31.**

31.1 L'emissione di obbligazioni ordinarie è deliberata, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo:

- dal Consiglio di Amministrazione, in caso di amministrazione affidata al Consiglio;
- dall'assemblea dei soci, in sede straordinaria, nel caso di amministrazione affidata ad un Amministratore Unico.

L'emissione di obbligazioni convertibili è deliberata dall'assemblea dei soci in sede straordinaria.

31.2 Si applicano tutte le altre disposizioni della Sezione VII capo V del Libro V codice civile

#### **Art. 32.**

32.1 La società può emettere altri strumenti finanziari diversi dalle obbligazioni, forniti di specifici diritti patrimoniali e/o amministrativi, escluso comunque il voto nell'assemblea generale dei soci, e ciò a fronte dell'apporto da parte dei soci o di terzi anche di opera o servizi, il tutto a sensi e per gli effetti di cui all'art. 2346 ultimo comma c.c..

32.2 L'emissione di tali strumenti finanziari è deliberata dall'assemblea dei soci in sede straordinaria. La delibera di emissione di detti strumenti finanziari deve prevedere le condizioni di emissione, i diritti che conferiscono tali strumenti, le sanzioni in caso di inadempimento delle prestazioni, le modalità di trasferimento e di circolazione e le modalità di rimborso.

32.3 Ai patrimoni destinati ad uno specifico affare ed ai relativi strumenti finanziari eventualmente emessi si applica la disciplina di cui alla sezione XI Capo V del codice civile; la costituzione di patrimoni destinati ad uno specifico affare è deliberata, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo:

- dal Consiglio di Amministrazione, a maggioranza assoluta dei suoi componenti, in caso di amministrazione affidata al Consiglio;
- dall'assemblea dei soci, in sede straordinaria, nel caso di amministrazione affidata ad un Amministratore Unico.

## Controversie

### Art. 33.

33.1 Chi intende esercitare in giudizio un'azione relativamente a qualsiasi controversia che sorgesse fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, è tenuto preliminarmente ad esperire il procedimento di mediazione ai sensi e nel rispetto di quanto prescritto nel dlgs. 4 marzo 2010 n. 28. Il procedimento di mediazione dovrà essere esperito presso l'organismo di mediazione istituito dalla Camera di Commercio di Vicenza, ai sensi dell'art. 19 secondo comma dlgs 28/2010, salvo diverso accordo tra le parti che potranno scegliere di esperire il suddetto procedimento di mediazione presso altro e diverso organismo, purché iscritto nel registro di cui all'art. 16 del suddetto dlgs 28/2010. Al procedimento di mediazione si applica il regolamento dell'organismo prescelto (art. 2 dlgs. 28/2010).

33.2 Le controversie di cui al precedente punto 33.1, che non abbiano trovato soluzione mediante la mediazione, saranno decise mediante ARBITRATO della CAMERA ARBITRALE DELLA CAMERA DI COMMERCIO di VICENZA, in conformità al relativo REGOLAMENTO che qui si intende integralmente richiamato. L'arbitrato sarà rituale; si applicano comunque le disposizioni di cui agli artt. 35 e 36 decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5. È ammesso il ricorso al procedimento del cd. "arbitrato rapido" ricorrendone i presupposti, quali fissati nel succitato REGOLAMENTO. Salva diversa decisione della parti o salvo il caso del cd. "arbitrato rapido", la controversia dovrà essere decisa da un Collegio arbitrale composto da tre membri che saranno nominati e che opereranno conformemente al succitato REGOLAMENTO della CAMERA ARBITRALE.

## Disposizioni generali

### Art. 34.

34.1 Per tutti i rapporti con la società, il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominato, è quello che risulta dai libri sociali. A tale domicilio vanno effettuate tutte le comunicazioni previste dal presente statuto. Qualora siano previste forme di comunicazione anche mediante fax, posta elettronica o altri mezzi simili, le trasmissioni ai soggetti di cui sopra dovranno essere fatte al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica o al diverso recapito che siano stati espressamente comunicati da detti soggetti e che risultino dai libri sociali. A tal fine la società potrà istituire un apposito libro con obbligo per l'organo amministrativo di tempestivo aggiornamento.

34.2 Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali dei soci portatori di eventuali azioni appartenenti a particolari categorie e alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari. La forma e le maggioranze delle assemblee speciali e delle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari sono quelle delle assemblee straordinarie; gli amministratori ed i sindaci hanno il diritto di partecipare senza voto alle assemblee speciali ed alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari.

### Art. 35.

35.1 Le disposizioni del presente STATUTO si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

35.2 La società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento sia eventualmente soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la apposita sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c..

35.3 Riferendosi il presente statuto a società non rientrante tra quelle di cui all'art. 2325-bis c.c., non trovano applicazione le disposizioni di legge e del codice civile dettate specificatamente per le società che fanno ricorso al mercato del capitale di rischio; nel caso in cui la società intendesse fare ricorso al mercato del capitale di rischio dovranno essere apportate al presente Statuto, con apposita deliberazione di assemblea straordinaria, le relative modifiche.

### Art. 36.

37.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società per azioni."

#### Quatrième résolution

L'assemblée décide de confirmer Monsieur Bruno MASTROTTO, industriel, né à Nogarole Vicentino (VI), (Italie), le 20 juin 1941, demeurant à I-36071 Arzignano, Via catalani A. 6 (Italie), dans sa fonction de liquidateur de la société.

L'assemblée décide de nommer un collège des commissaires en les personnes de:

##### *Commissaires effectifs:*

- Monsieur Nevio DALLA VALLE, né à Arzignano (VI), (Italie), le 3 août 1963, demeurant à I-36051 Creazzo (VI), Via Ponte Storto 16 (Italie), code fiscal DLLNVE63M03A459X, inscrit au "Registro Revisori Legali" sous le numéro 17390, en date du 21 avril 1995, Président;

- Monsieur Primo CEPPELLINI, né à Broni (VI), (Italie), le 22 septembre 1963, demeurant à I-27050 Torricella Verzate (PV), Via Emilia 35 (Italie), code fiscal CPPPRM63P22B201O, inscrit au "Registro Revisori Legali" sous le numéro 13076, en date du 21 avril 1995;

- Monsieur Alfredo Giampaolo RIGHETTO, né à Vicenza (VI), (Italie), le 9 janvier 1946, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Contra' San Francesco 20 (Italie), code fiscal RGHLRD46A09L840V, inscrit au "Registro Revisori Legali" sous le numéro 49523, en date du 21 avril 1995.

##### *Commissaires suppléants:*

- Monsieur Alessandro PEGORARO, né à Schio (VI), (Italie), le 27 novembre 1977, demeurant à I-36015 Schio (VI), Via Luigi dalla Via 3/B (Italie), code fiscal PGRLSN77S27I531C, inscrit au "Registro Revisori Legali" sous le numéro 141810, en date du 21 novembre 2006;

- Monsieur Davide LOMBARDI, né à Pavia (PV), (Italie), le 29 avril 1972, demeurant à I-27058 Voghera (PV), Via Spalti 1 (Italie), code fiscal LMBDVD72D29G388R, inscrit au "Ordine dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili" de Voghera sous le numéro 169, au "Registro dei Revisori Contabili" sous le numéro 123252 (pubblicato nella G.U. del 4 gennaio 2002 IV serie speciale n. 1).

#### Cinquième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Bruno MASTROTTO et Nevio DALLA VALLE, prénommés, individuellement ou conjointement, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

##### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille trois cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Massimo PERRONE, Alain THILL, Martine SCHAEFFER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 août 2012. Relation GRE/2012/3139. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111900/646.

(120151268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

#### **OAK International S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.118.

#### EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 29 août 2012 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Marc KOEUNE
- Michaël ZIANVENI
- Sébastien GRAVIÈRE

- Jean-Yves NICOLAS

Le commissaire aux comptes est CéDerLux-Services Sàrl

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2018.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012111839/18.

(120150804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

### **Pereccman S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 171.132.

#### — STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Pereccman Holding Ltd, a limited liability company, having its registered office at P.O. Box 866, Grand Cayman, KY1.103, Cayman Island, registered with the Registrar of Companies, Cayman Islands under number 270144,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Brielle (The Netherlands) on July 30<sup>th</sup>, 2012.

Which proxy, initialed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a "société anonyme" which she declared to organize.

### **Chapter I. Name, Registered Office, Object, Duration**

#### **Art. 1. Form, Name.**

1.1. A Luxembourg corporation (stock company "société anonyme") is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles.

1.2. The Corporation exists under the firm name of Pereccman S.A.

#### **Art. 2. Registered Office.**

2.1. The Corporation has its Registered Office in the City of Luxembourg. The Board of Directors is authorized to change the address of the Corporation inside the municipality of the Corporation's corporate seat.

2.2. The Board of Directors has the right to set up subsidiaries, agencies or branch offices either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3. Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the Registered Office or communications with abroad, the Registered Office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Corporation's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg corporation. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Directors.

#### **Art. 3. Object.**

3.1. The Corporation's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Corporation has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

3.2. Its purpose is also to operate the renting and chartering of aircrafts.

3.3. The Corporation can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas as described above.

**Art. 4. Duration.** The Corporation is formed for an unlimited period.

### **Chapter II. Capital**

**Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed corporate capital is set at EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro), divided into 310 (three hundred and ten) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred euro) each.

**Art. 6. Modification of Corporate Capital.**

6.1. The subscribed capital of the Corporation may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner required for amending these Articles of Incorporation.

6.2. The Corporation can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by law.

**Art. 7. Payments.** Payments on shares not fully paid up at the time of subscription will be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid.

**Art. 8. Shares.** The shares are on registered or bearer form, at request of the shareholder.

**Art. 9. Transfer of Shares.** There exist no restrictions about transactions or transfer of shares of the Corporation.

**Chapter III. Directors, Board of Directors, Statutory Auditors****Art. 10. Board of Directors.**

10.1. The Corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

10.2. The Directors are nominated by the annual General Meeting for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the General Meeting.

10.3. In the event of vacancy of a member of the Board of Directors nominated by the general meeting because of death, retirement or otherwise, the remaining directors thus nominated may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which will be requested to ratify such nomination.

**Art. 11. Meetings of the Board of Directors.**

11.1. The Board of Directors may elect a Chairman from among its members. The first Chairman may be appointed by the first General Meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, his place will be taken by election among directors present at the meeting.

11.2. The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any two directors.

11.3. The Board can only validly debate and take decision if a majority of its members is present or represented by proxies. All decision by the Board shall require a simple majority. In the event of a tied vote, the Chairman of the meeting has a casting vote.

11.4. The directors may cast their votes by circular resolution. They may cast their votes by letter, facsimile, cable or telex, the latter confirmed by letter.

11.5. The minutes of the meeting of the Board of Directors shall be signed by all the Directors having assisted at the debates. Extracts shall be certified by the Chairman of the board or by any two directors.

**Art. 12. General Powers of the Board of Directors.** Full and exclusive powers for the administration and management of the Corporation are vested in the Board of Directors, which alone is competent to determine all matters not expressly reserved to the General Meeting by law or by the present Articles.

**Art. 13. Delegation of Powers.**

13.1. The Board of Directors may delegate the day-to-day management of the Corporation's business, understood in its widest sense, to directors or to third persons who need not be shareholders.

13.2. Delegation of day-to-day management to a member of the Board is subject to previous authorization by the General Meeting of shareholders.

13.3. The first daily manager may be appointed by the first General Meeting of shareholders.

**Art. 14. Representation of the Corporation.** Towards third parties, the Corporation is in all circumstances represented in the bounds laid down by its purposes by any two directors or by delegates of the Board acting within the limits of their powers.

**Art. 15. Statutory Auditor.**

15.1. The Corporation is supervised by one or more statutory auditors, who are appointed by the General Meeting.

15.2. The duration of the term of office of a statutory auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed periods of six years, renewable.

**Chapter IV. General Meeting****Art. 16. Powers of the General Meeting.**

16.1. The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the Corporation.

16.2. Unless otherwise provided by law, all decisions shall be taken by the simple majority of the votes cast.

**Art. 17. Place and Date of the Annual General Meeting.** The annual General Meeting is held in the City of Luxembourg, at the place specified in the notice convening the meeting, the 18<sup>th</sup> of May of each year at 1.00 p.m.

**Art. 18. Other General Meetings.** The Board of Directors or the statutory auditors may convene other General Meetings. They must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the Corporation's capital.

**Art. 19. Votes.** Each share is entitled to one vote.

#### Chapter V. Business Year, Distribution of Profits

##### Art. 20. Business Year.

20.1. The business year of the Corporation begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December of each year.

20.2. The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Corporation at least one month before the annual General Meeting to the statutory auditors who shall make a report containing comments on such documents.

##### Art. 21. Distribution of Profits.

21.1. Every year at least five per cent of the net profits will be allocated to the legal reserve account. This allocation will be no longer necessary when and as long as such legal reserve amounts to one tenth of the capital of the Corporation.

21.2. Subject to the paragraph above, the General Meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

21.3. The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

#### Chapter VI. Dissolution, Liquidation

##### Art. 22. Dissolution, Liquidation.

22.1. The Corporation may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of these Articles of Incorporation.

22.2. Should the Corporation be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the General Meeting of shareholders.

#### Chapter VII. Applicable Law

**Art. 23. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto.

##### *Transitory measures*

- 1) The first financial year has begun at the date of the incorporation and shall end at the 31<sup>st</sup> of December 2012.
- 2) The first annual General Meeting shall be held in 2013.

##### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named party has subscribed all the 310 (three hundred and ten) shares. All these shares have been fully paid in, so that the sum of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) is forthwith at the free disposal of the Corporation, as has been proved to the notary.

##### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

##### *Estimate of costs*

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

##### *Extraordinary General Meeting*

The above-named party, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The Corporation's address is fixed at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as directors for a duration of six years, their assignment expiring on occasion of the annual general meeting to be held in 2018:
  - a) Mr Gilles JACQUET, director, born on February 7<sup>th</sup>, 1964 in Saint-Mard (Belgium), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

b) LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 79.709, having as permanent representative Mr Gerard VAN HUNEN, born on September 15<sup>th</sup>, 1967 in 's-Gravenhage (The Netherlands), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

c) LUX KONZERN S.à r.l., having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 80.993, having as permanent representative Mr Peter VAN OPSTAL, born on February 12<sup>th</sup>, 1969 in Zwijndrecht (The Netherlands), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

3. The following has been appointed as statutory auditor for the same period:

The company CO-VENTURES S.A., having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 48.838.

4. The extraordinary general meeting of shareholders authorizes the Board of Directors to delegate the daily management of the business of the corporation to one or more of its directors.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le seize août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Pereccman Holding Ltd, une limited liability company, établie et ayant son siège social à P.O. Box 866, Grand Cayman, KY1.103, Ile Cayman, inscrite au Registrar of Companies, Ile Cayman sous le numéro 270144,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé délivré à Brielle (Pays-Bas) le 30 juillet 2012.

Laquelle procuration, paraphée «ne varietur» par les mandataires et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lequel comparant, agissant es dite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### **Titre I<sup>er</sup> . Dénomination, Siège, Objet, Durée**

#### **Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.**

1.1. Une société anonyme luxembourgeoise est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

1.2. La société adopte la dénomination Pereccman S.A..

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg. Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.2. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le conseil d'administration.

#### **Art. 3. Objet.**

3.1. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société a en outre pour objet l'exploitation de la location et le fret d'avions.

3.3. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

**Art. 4. Durée.** La société est constituée pour une durée illimitée.

## **Titre II. Capital**

**Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), divisé en 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

**Art. 6. Modification du capital social.**

6.1. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

6.2. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

**Art. 7. Versements.** Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le conseil d'administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

**Art. 8. Nature des actions.** Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

**Art. 9. Cession d'actions.** Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la société.

## **Titre III. Administration, Direction, Surveillance**

**Art. 10. Conseil d'Administration.**

10.1. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

10.2. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale annuelle pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

10.3. En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

**Art. 11. Réunions du conseil d'administration.**

11.1. Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président. Le premier président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

11.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

11.3. Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

11.4. Les administrateurs peuvent émettre leur vote par voie circulaire. Ils peuvent émettre leur vote par lettre, télécopieur, télégramme ou télex, les trois derniers étant à confirmer par écrit.

11.5. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

**Art. 12. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale.

**Art. 13. Délégation de pouvoirs.**

13.1. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, entendue dans son sens le plus large, à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

13.2. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

13.3. Le premier administrateur-délégué peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires.

**Art. 14. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par deux administrateurs ou par les délégués du conseil agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

**Art. 15. Commissaire aux comptes.**

15.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

15.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années. Le mandat est renouvelable.

#### **Titre IV. Assemblée générale**

##### **Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale.**

16.1. L'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

16.2. Sauf dans les cas déterminés par la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises.

**Art. 17. Endroit et date de l'assemblée générale ordinaire.** L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 18 mai de chaque année, à 13.00 heures.

**Art. 18. Autres assemblées générales.** Le conseil d'administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 19. Votes.** Chaque action donne droit à une voix.

#### **Titre V. Année sociale, Répartition des bénéfices**

##### **Art. 20. Année sociale.**

20.1. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

20.2. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

##### **Art. 21. Répartition de bénéfices.**

21.1. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

21.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

21.3. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

#### **Titre VI. Dissolution, Liquidation**

##### **Art. 22. Dissolution, Liquidation.**

22.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

22.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

#### **Titre VII. Disposition générale**

**Art. 23. Disposition générale.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

##### *Dispositions transitoires*

- 1) A titre transitoire, le premier exercice social débute le jour de la constitution et prend fin le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2013.

##### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire toutes les 310 (trois cent dix) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

##### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

##### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqué, s'est réuni en assemblée générale et a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six ans, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle de 2018:
  - a) Monsieur Gilles JACQUET, administrateur, né le 7 février 1964 à Saint-Mard, Belgique, avec son adresse professionnelle à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
  - b) LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.709, ayant comme représentant permanent Monsieur Gerard VAN HUNEN, né le 15 septembre 1967 à 's-Gravenhage (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
  - c) LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.993, ayant comme représentant permanent Monsieur Peter VAN OPSTAL, né le 12 février 1969 à Zwijndrecht (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.
3. Est appelée aux fonctions de commissaire pour la même période:

La société CO-VENTURES S.A., ayant son siège social à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.838.
4. L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version française fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 août 2012. LAC/2012/39330. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111855/332.

(120151331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Nitrus Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.505.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2012111827/11.

(120151016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Neomedit S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 87.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2012.  
Pour compte de Neomedit S.A.  
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2012111829/12.

(120151362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

**Mont Blanc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 123.703.

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth day of August.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mrs. Christine SEGUIN, residing in New York 10987, 37 Sterling Pines Road, Tuxedo Park, USA,  
duly represented by Ms. Caroline APOSTOL, lawyer, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse L-2320  
Luxembourg,

by virtue of a power of attorney dated August 14, 2012.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder representing the appearing person and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, declares that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the company MONT BLANC S.A., société anonyme, with registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123.703 (hereinafter referred to as the "Company"). The Company has been formed under the laws of Nevis, under the name MONT BLANC LLC and its registered office has been duly transferred to Luxembourg City, Grand-Duchy of Luxembourg, pursuant to a deed received by Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on January 15, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 428, dated March 22, 2007.

The Sole Shareholder can thus validly deliberate and decide on all items mentioned on the agenda without there having been a prior convening.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the undersigned notary to state the following resolutions based on the following agenda:

*Agenda*

1. Decision to create a class of ordinary shares and ten (10) classes of redeemable shares referred to class A to class J shares, having a nominal value of one thousand United States Dollars (USD 1,000) each;
2. Conversion of the existing share capital that amounts to USD 498,000 into 48 ordinary shares, 45 redeemable class A shares, 45 redeemable class B shares, 45 redeemable class C shares, 45 redeemable class D shares, 45 redeemable class E shares, 45 redeemable class F shares, 45 redeemable class G shares, 45 redeemable class H shares, 45 redeemable class I shares, and 45 redeemable class J shares having a nominal value of one thousand United States Dollars (USD 1,000) each;
3. Amendment and restatement of Article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above mentioned resolutions and amongst others to insert a new paragraph pertaining to the repurchases and cancellations of classes of shares and the purchase price of the shares to be repurchased; and
4. Granting of authorisation to any lawyer of the law firm WILDGEN, Partners in Law, to amend the shareholder register of the Company and to make all necessary actions in relation to the present resolutions.
5. Miscellaneous.

*First resolution*

The Sole Shareholder resolved to create a class of ordinary shares and ten (10) classes of redeemable shares referred to class A to class J shares, having a nominal value of one thousand United States Dollars (USD 1,000) each.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to convert the existing share capital that amounts to four hundred ninety-eight thousand United States Dollars (USD 498,000) into:

- forty-eight (48) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
- forty-five (45) redeemable class A shares (the "Class A Shares");
- forty-five (45) redeemable class B shares (the "Class B Shares");
- forty-five (45) redeemable class C shares (the "Class C Shares");

- forty-five (45) redeemable class D shares (the "Class D Shares");
  - forty-five (45) redeemable class E shares (the "Class E Shares");
  - forty-five (45) redeemable class F shares (the "Class F Shares");
  - forty-five (45) redeemable class G shares (the "Class G Shares");
  - forty-five (45) redeemable class H shares (the "Class H Shares");
  - forty-five (45) redeemable class I shares (the "Class I Shares"); and
  - forty-five (45) redeemable class J shares (the "Class J Shares"),
- each having a nominal value of one thousand United States Dollars (USD 1,000).

The Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares, and the Class J Shares shall hereinafter together referred to as the "Shares" and each a "Share."

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to restate and amend article 5 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

### **"Title II. Share capital – Shares-Transfer of Shares**

**Art. 5.** The subscribed capital of the Company is set at USD 498,000.00 (four hundred ninety-eight thousand United States Dollars) represented by:

- forty-eight (48) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
  - forty-five (45) redeemable class A shares (the "Class A Shares");
  - forty five (45) redeemable class B shares (the "Class B Shares");
  - forty-five (45) redeemable class C shares (the "Class C Shares");
  - forty-five (45) redeemable class D shares (the "Class D Shares");
  - forty-five (45) redeemable class E shares (the "Class E Shares");
  - forty-five (45) redeemable class F shares (the "Class F Shares");
  - forty-five (45) redeemable class G shares (the "Class G Shares");
  - forty-five (45) redeemable class H shares (the "Class H Shares");
  - forty-five (45) redeemable class I shares (the "Class I Shares"); and
  - forty-five (45) redeemable class J shares (the "Class J Shares"),
- each share having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars).

Each share gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and a voting right at all meetings of the shareholders of the Company.

The subscribed capital of the Company may also be increased or reduced in one or several steps pursuant to resolutions passed at a general meeting of the shareholders.

The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of Shares including by the repurchase and the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the issued and outstanding Shares in such classes. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases shall be made in the reverse alphabetical order (starting with "Class J").

The repurchase and cancellation of such classes of Shares, agreed by the holder of the Shares, may be validly decided by shareholders representing at least 70% of the votes of the shareholders present or represented and if at least one-half of the capital is present or represented at such meeting.

The repurchase and cancellation of such classes of Shares gives right to the holder of the Shares to a portion of the purchase price in accordance with each holder's percentage shareholding.

Except as provided otherwise in a written agreement which may be entered into among the shareholders, the redemption price of the shares shall be calculated by the board of directors, or by such person appointed by the board of directors, on the basis of the net asset value of all assets and liabilities of the Company. The net asset value of the Company's shares shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the Company, being the value of the Company's assets less its liabilities at close of business on that day, by the number of shares of the Company then outstanding at such close of business, in accordance with the rules the board of directors shall regard as fair and equitable.

Upon the repurchase of the Shares of the relevant class, the director(s) has (have) to take appropriate measures including the convocation of the shareholders' meeting but not limited to that, to reduce the corporate capital of the Company by the cancellation of the repurchased class of Shares. The purchase price per Share will become due and payable by the Company immediately upon cancellation of the repurchased class of Shares."

#### Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant authorisation to any lawyer of WILDGEN, Partners in Law, to amend the shareholder register and to make all necessary actions in relation to the present resolutions.

#### Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

#### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing person has signed together with Us, the notary, the present deed.

#### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize août.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

#### A COMPARU:

Madame Christine SEGUIN, résidant à New York 10987, 37 Sterling Pines Road, Tuxedo Park, Etats-Unis d'Amérique, dûment représenté par Maître Caroline APOSTOL, avocat, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

en vertu d'une procuration datée du 14 août 2012.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire représentant la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, déclare être le seul actionnaire (ci-après «l'Actionnaire Unique») de la société MONT BLANC S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1130, Luxembourg, 37 rue d'Anvers, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.703 (ci-après «la Société»). La Société a été constituée selon le droit de Nevis sous la dénomination MONT BLANC LLC et son siège social a été dûment transféré dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'un acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 15 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 428, daté au 22 mars 2007.

L'Actionnaire Unique peut donc délibérer et décider valablement sur tous les éléments inscrits à l'agenda sans avoir été convoqué préalablement.

Ladite partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes basées sur l'agenda suivant:

#### Agenda

1. Décision de créer une classe d'actions ordinaires et dix (10) classes d'actions rachetables ci-après dénommées actions de classe A à classe J, ayant une valeur nominale de mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.000) chacune.

2. Conversion du capital social existant qui s'élève à USD 498.000 en 48 actions ordinaires, 45 actions rachetables de classe A, 45 actions rachetables de classe B, 45 actions rachetables de classe C, 45 actions rachetables de classe D, 45 actions rachetables de classe E, 45 actions rachetables de classe F, 45 actions rachetables de classe G, 45 actions rachetables de classe H, 45 actions rachetables de classe I et 45 actions rachetables de classe J, ayant une valeur nominale de mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.000) chacune.

3. Modification et refonte de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions susmentionnées et entre autres d'insérer un nouveau paragraphe relatif aux rachats et annulations des classes d'actions ainsi qu'au prix d'acquisition des actions à racheter.

4. Pouvoir donné à tout avocat de l'étude WILDGEN, Partners in Law, de modifier le registre des actionnaires de la Société et de faire toutes les actions nécessaires relatives aux présentes résolutions.

5. Divers.

#### Première résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de créer une classe d'actions ordinaires et dix (10) classes d'actions rachetables ci-après dénommées actions de classe A à classe J, ayant une valeur nominale de mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.000) chacune.

### Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de convertir le capital social existant qui s'élève à quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille Dollars des Etats-Unis (USD 498.000) en:

- quarante-huit (48) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe A (les «Actions de Classe A»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe B (les «Actions de Classe B»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe C (les «Actions de Classe C»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe D (les «Actions de Classe D»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe E (les «Actions de Classe E»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe F (les «Actions de Classe F»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe G (les «Actions de Classe G»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe H (les «Actions de Classe H»);
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe I (les «Actions de Classe I»); et
  - quarante-cinq (45) actions rachetables de classe J (les «Actions de Classe J»);
- ayant une valeur nominale de mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.000) chacune.

Les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C, les Actions de Classe D, les actions de Classe E, les actions de Classe F, les actions de Classe G, les actions de Classe H, les actions de Classe I et les actions de Classe J seront désignées ensemble ci-après par les «Actions» et chacune par l'«Action».

### Troisième résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de refondre et modifier l'article 5 des statuts de la Société qui doit à présent avoir la teneur suivante:

#### **«Titre II. Capital social - Actions - Transfert d'Actions**

**Art. 5.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à USD 498.000,00 (quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars des Etats-Unis) représenté par:

- quarante-huit (48) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe A (les «Actions de Classe A»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe B (les «Actions de Classe B»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe C (les «Actions de Classe C»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe D (les «Actions de Classe D»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe E (les «Actions de Classe E»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe F (les «Actions de Classe F»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe G (les «Actions de Classe G»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe H (les «Actions de Classe H»);
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe I (les «Actions de Classe I»); et
- quarante-cinq (45) actions rachetables de classe J (les «Actions de Classe J»);

chaque action ayant une valeur nominale de USD 1.000 (mille Dollars des Etats-Unis) chacune.

Chaque action donne droit à une fraction des actifs et des profits de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions existantes et à un droit de vote à toute assemblée d'actionnaires de la Société.

Le capital souscrit de la Société peut également être augmenté ou réduit en une ou plusieurs étapes conformément aux résolutions adoptées lors d'une assemblée générale des actionnaires.

Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation d'Actions, y compris par le rachat et l'annulation d'une ou de plusieurs classes entières d'Actions par le rachat et l'annulation de toutes les Actions émises et restantes dans de telles classes. En cas de rachats et d'annulations de classes d'Actions, de tels annulations et rachats doivent être effectuées dans le sens inverse de l'ordre alphabétique (en commençant par la «Classe J»).

Le rachat et l'annulation de ces classes d'Actions, approuvés par le détenteur des Actions, peuvent être valablement décidés par les actionnaires représentant au moins 70% des votes des actionnaires présents ou représentés et si au moins la moitié du capital est présent ou représenté à cette assemblée.

Le rachat et l'annulation de ces classes d'Actions donne droit au détenteur des Actions à une partie du prix d'achat en rapport avec le pourcentage de participation de chaque titulaire.

Nonobstant toute disposition contraire d'un accord écrit des actionnaires, le prix de rachat des actions sera calculé par le conseil d'administration, ou par une personne nommée par le conseil d'administration, sur base de la valeur de l'actif net de tous les actifs et passifs de la Société. La valeur de l'actif net des actions de la Société sera exprimée par un chiffre par action et sera déterminée au moment de tout jour d'évaluation, en divisant les actifs nets de la Société, étant la valeur des actifs de la Société diminuée de ses engagements à la clôture des activités du jour d'évaluation, par le nombre

d'actions de la Société alors restantes à la clôture des activités, et ce conformément avec les règles que le conseil d'administration considérera comme juste et équitable.

A l'occasion du rachat des Actions de la classe concernée, le(s) administrateur(s) devra (devront) prendre des mesures appropriées, y compris convoquer l'assemblée des actionnaires, mais sans se limiter à cela, afin de réduire le capital social de la Société par l'annulation de la classe d'Actions rachetée. Le prix d'achat par Action sera exigible et devra être immédiatement acquitté par la Société lors de l'annulation de la classe d'Actions rachetée.»

#### *Quatrième résolution*

L'Actionnaire Unique a décidé de donner pouvoir à tout avocat de l'étude WILDGEN, Partners in Law, de modifier le registre des actionnaires et de faire toutes les actions nécessaires relatives aux présentes résolutions.

#### *Frais*

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. APOSTOL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 août 2012. LAC/2012/39150. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 27 août 2012.

Référence de publication: 2012111817/235.

(120150778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

#### **Nerium S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 150.904.

Par la présente, je vous informe de ma démission de la fonction d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 juin 2012.

Fabrizio Fialdini.

Référence de publication: 2012111830/10.

(120150723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

#### **N.S.I., New Step International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 43.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111831/9.

(120150855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

#### **Nice Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 86.628.

#### *Extrait de la décision prise par le conseil d'administration en date du 16 août 2012*

Monsieur Adalberto MIANI, administrateur de sociétés, né le 17 septembre 1938 à Torino (Italie), demeurant à MC-98000 Monte Carlo (Principauté de Monaco), 5, boulevard Princesse Grace, a été nommé comme administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de l'engager par sa seule signature quant à cette gestion, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 30 août 2012.  
Pour extrait sincère et conforme  
Pour NICE FINANCE S.A.  
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012111832/16.

(120151051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Offenburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 124.898.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 août 2012.

Référence de publication: 2012111834/10.

(120151305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**OAK International S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.118.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111840/9.

(120150805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Parfipar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 25.513.

---

Par décision de l'assemblée générale annuelle du 13 juillet 2012, la décision des administrateurs du 31 octobre 2011 de coopter M. Jérôme NEBLE au Conseil d'administration a été ratifiée. M. NEBLE est définitivement élu administrateur, son mandat s'achèvera avec ceux de ses collègues à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Par décision de la même assemblée, le mandat du réviseur d'entreprises agréé DELOITTE AUDIT Sarl a été renouvelé pour la durée d'un an, expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.

Luxembourg, le 28 août 2012.  
Pour: PARFIPAR SA  
Société anonyme  
Banque Internationale à Luxembourg  
Société anonyme  
Catherine de Lannoy / Simone Wallers  
Deputy Director / Manager

Référence de publication: 2012112061/19.

(120150982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Ocean Dream S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 114.324.

---

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCEAN DREAM S.A.  
Société Anonyme  
Signature

Référence de publication: 2012111841/12.

(120151081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Omnibuild S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 65.713.

---

Les Comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 28/08/2012.

*Pour OMNIBUILD S.A.*

J. REUTER

Référence de publication: 2012111849/12.

(120150782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Ostara S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 83.827.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111851/9.

(120151398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Peaksid European Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.744.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111853/10.

(120151163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Pavimento S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.347.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2012111862/11.

(120151282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Permira SCF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 156.557.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111856/10.

(120151207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Pimas-Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 143.368.

---

Les comptes annuels au 31.05.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Référence de publication: 2012111857/10.

(120150978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Plochingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 124.894.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 août 2012.

Référence de publication: 2012111858/10.

(120151221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Porta Westfalica S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 127.157.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 août 2012.

Référence de publication: 2012111859/10.

(120151225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Proman S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3240 Bettembourg, 68, rue Michel Hack.

R.C.S. Luxembourg B 24.296.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 13 juin 2012:*

Bulco S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg no B74 202) ayant son siège social 68 rue Michel Hack à L-3240 Bettembourg, représentée par Monsieur Tom Bultereys né le 2.8.1961, est nommée administrateur. Bulco S.à r.l. remplace Monsieur Claude Uhres, dont elle termine le mandat.

Luxfiducia S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg no B 71 529) ayant son siège social 16 rue de Nassau à L-2213 Luxembourg, est nommée commissaire aux comptes. Luxfiducia S.à r.l. remplace Monsieur Patrick Uhres, dont elle termine le mandat.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012111871/14.

(120151125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Portman Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.469.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 août 2012.

Référence de publication: 2012111860/10.

(120150797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Papier-Mettler Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 101.476.

---

Les Comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111861/10.

(120150964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Peabody Energy (Gibraltar) Limited S.C.S., Société en Commandite simple.**

**Capital social: AUD 337.394.111,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 120.948.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2012.

Référence de publication: 2012111864/10.

(120151229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**PFCE Hungary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 95.699.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111865/10.

(120150927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**TCW/Crescent Mezzanine Partners V (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 138.382.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2012.

TCW/Crescent Mezzanine Partners V (Luxembourg) S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant A

Référence de publication: 2012111940/14.

(120150752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.168.

---

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012111873/18.

(120151192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Kaiserslautern S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.172.

---

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012111876/18.

(120151210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Mainz BZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.170.

---

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012111877/18.

(120151233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Mainz Telekom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.169.

---

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012111878/18.

(120151238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Mainz Volkspark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.171.

---

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012111879/18.

(120151203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quadra Stuttgart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.174.

---

Suite à un changement d'adresse de M. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: M. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street  
Londres W1S 1FS  
Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2012111880/18.

(120151019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quacis, Cap. Inv. Gesto., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 94.259.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012111883/10.

(120151152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Quantam Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 98.295.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2012111884/11.

(120151055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Rogo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.445.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 26 juin 2012*

- La société anonyme FIDEWA-CLAR S.A., R.C.S. Luxembourg B n° 165462, avec siège social à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau, a été nommée comme réviseur d'entreprises agréé chargé de l'audit des comptes consolidés au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 30.8.2012.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Rogo S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012111890/15.

(120150860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Snowdonia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.239.

Suite à un changement d'adresse de Mr. Christopher DE MESTRE, Gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr. Christopher DE MESTRE réside dorénavant à:

25 St. George Street

Londres W1S 1FS

Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2012.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2012111903/18.

(120151195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Reveko S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 64.202.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111893/11.

(120150808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Rhune S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 101.742.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RHUNE S.A.

Référence de publication: 2012111894/10.

(120150983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Ribera S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 107.696.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012111895/12.

(120151106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Richardson Investments Barberino S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 100.987.

---

Veuillez prendre note du changement de l'adresse de l'associé:

RICLUX Holdings S.à r.l.

R.C.S. Luxembourg B136390

5, avenue Gaston Diderich

L-1420 Luxembourg

Luxembourg, le 29 août 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *RICHARDSON INVESTMENTS BARBERINO S.à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2012111896/16.

(120150817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Preston Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.152.

---

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 août 2011, enregistrée à Luxembourg Actes Civils le 1<sup>er</sup> septembre 2011, relation LAC/2011/38876 que la Preston Luxembourg 1 inscrite auprès du RCS sous le numéro B 157.156 a augmenté son capital social de 309,51.- EUR par apport en nature de Preston LP de 30951 parts sociales de classe G qu'il détenait dans sa filiale Preston Luxembourg 2 SARL et qu'à la suite de cet apport en nature la société PRESTON LP n'est donc plus associée de Preston Luxembourg 2 et qu'il convient par conséquent de le rayer, les 30951 parts sociales de classe G étant transférées dans Preston Luxembourg 1 SARL et étant détenues par Preston LP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2012.

*Pour la société*

Référence de publication: 2012112411/17.

(120151470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2012.

---

**Rives des Invalides S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 147.491.

---

Par la présente, je vous informe de ma démission de la fonction d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 juin 2012.

Fabrizio Fialdini.

Référence de publication: 2012111897/10.

(120150727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**RPH Associés Immobilière S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-4490 Belvaux, 213, rue de l'Usine.

R.C.S. Luxembourg B 132.796.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012111899/10.

(120150841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Share Nominees S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 115.226.

---

G.T. Experts Comptables S.à r.l., inscrite au RCSL B 121917, avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19 rue de Bitbourg démissionne de sa fonction de commissaire aux comptes de la société Share Nominees S.A., avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.08.2012

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2012111901/13.

(120150828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**SplitArt S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.129.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2012111904/11.

(120150951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Stockard Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.731.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24 août 2012.

Eric Lechat.

Référence de publication: 2012111906/10.

(120151031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Stadsfeestzaal Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.434.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111905/9.

(120151032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Sagis Gallica S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 65.856.

---

*Extrait des résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 28 décembre 2011:*

1. la nomination de l'administrateur général:

- Francis Richard Roland ROWE, avec adresse à Campagne l'Abbe, Qua des Vergelins, 83111 Ampus France a été acceptée avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2011 et ce, pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012111908/15.

(120150779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Salhouse Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 138.145.

---

Veillez prendre note de la modification suivante:

Deloitte S.A. réviseur d'entreprises agréé, immatriculée sous le numéro B 67895 auprès du RCS Luxembourg se nomme désormais Deloitte Audit S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Salhouse Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2012111909/16.

(120151113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**TCW/Crescent Mezzanine Partners VB (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 138.235.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2012.

TCW/Crescent Mezzanine Partners VB (Luxembourg) S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant A

Référence de publication: 2012111941/14.

(120150753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Salza S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, Boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 154.575.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012111910/13.

(120151396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Texcoco s.r.l., Société Anonyme,  
(anc. Texcoco S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 57.417.

---

L'an deux mille douze, le vingt août.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TEXCOCO S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg section B numéro 57417, constituée suivant acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 139 du 21 mars 1997, dont les statuts ont été modifiés:

suivant acte reçu par le même notaire Camille HELLINCKX, en date du 20 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 165 du 4 avril 1997;

suivant actes reçus par Maître Jean SECKLER, notaire prénommé:

- en date du 31 mars 1998, publié au Mémorial C numéro 478 du 30 juin 1998;

- en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003, publié au Mémorial C numéro 71 du 19 janvier 2004;

- en date du 18 novembre 2004, publié au Mémorial C numéro 167 du 24 février 2005,

ayant un capital social de trois millions trois cent soixante mille cinq cents euros (3.360.500,- EUR), représenté par six mille cinq cents (6.500) actions avec une valeur nominale de cinq cent dix-sept euros (517,- EUR) chacune, entièrement libérées.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Massimo PERRONE, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain THILL, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Modification de la dénomination de la société en TEXCOCO s.r.l..

- 2.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans les nouveaux statuts en langue italienne.
- 3.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.
- 4.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 5.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 6.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 7.- Nominations statutaires.
- 8.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en TEXCOCO s.r.l..

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts de la société en langue italienne ci-après.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-36071 Arzignano (VI), Via Quarta Strada 7 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions de l'article 4 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO

**Denominazione – Scopo - Sede - Durata**

**Art. 1.**

1.1 E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione di "TEXCOCO s.r.l.".

**Art. 2.**

2.1 La società ha sede nel Comune di Arzignano all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 L'Organo Amministrativo ha facoltà di trasferire la sede nell'ambito del suddetto comune e di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza).

**Art. 3.**

3.1 La società ha per oggetto le seguenti attività, con esclusione di qualsiasi attività nei confronti del pubblico:

- assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società od enti italiani ed esteri di qualunque tipo;
- curare il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o appartenenti allo stesso gruppo;
- svolgere attività di compravendita e di gestione in genere di titoli pubblici e privati, italiani ed esteri, in proprio e a titolo di investimento e quindi in forma non professionale.

3.2 La società potrà compiere tutte le operazioni commerciali, mobiliari, immobiliari e finanziarie necessarie e/o utili per il raggiungimento dell'oggetto sociale, escluse le attività finanziarie per il cui esercizio è richiesta l'iscrizione in appositi Albi e/o elenchi ai sensi degli artt. 106 e segg. del dlgs 385/1993 (T.U.B.); la società, potrà, pertanto:

- richiedere finanziamenti di qualsiasi genere;
- concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie anche a favore di terzi, purchè tali attività siano svolte in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale e non nei confronti del pubblico.

#### **Art. 4.**

4.1 La durata della società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e può essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea dei soci.

### **Capitale sociale - Finanziamenti soci**

#### **Art. 5.**

5.1 Il capitale è fissato in € 3.360.500.- (tre milioni tre cento sessanta mila cinquecento Euro)

5.2 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o di altri fondi disponibili).

5.3 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

5.4 In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute (nel prosieguo indicato come diritto di opzione). Nella decisione di aumento deve essere indicato il termine per l'esercizio del diritto di opzione che non potrà in nessun caso essere inferiore a trenta giorni dalla data in cui viene comunicato ai soci che l'aumento può essere sottoscritto. La comunicazione dovrà essere data dall'organo amministrativo a tutti i soci mediante raccomandata con A.R.; ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestano la qualità di socio sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese; detta comunicazione può essere omessa qualora i soci tutti dichiarino, contestualmente alla decisione di aumento del capitale, di essere informati dell'offerta di opzione e del termine relativo; in quest'ultimo caso il termine per l'esercizio del diritto di opzione decorre dalla data della iscrizione al registro Imprese della decisione di aumento. Coloro che esercitano il diritto di opzione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nella sottoscrizione delle partecipazioni che siano rimaste non optate; se l'aumento di capitale non viene sottoscritto per l'intero suo importo dai soci, potrà, per la parte non sottoscritta, essere collocato presso terzi, salvo che la decisione di aumento non lo escluda e salvo sempre quanto disposto dall'art. 2481 bis – terzo comma - c.c. per il caso di sottoscrizioni parziali. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di tutte o di parte delle partecipazioni di nuova emissione a terzi, con conseguente esclusione o limitazione del diritto di opzione, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482-ter cod. civ.; in tale caso, così come nel caso di decisione di aumento del capitale da liberarsi mediante conferimento in natura con conseguente esclusione o limitazione del diritto di opzione, spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso.

5.5 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge. In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni dell'organo sindacale o del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominati. I soci hanno comunque diritto ad ottenere dalla società, dalla data di convocazione e sino alla data fissata per l'assemblea, copia di detti documenti.

#### **Art. 6.**

6.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

6.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale, e ciò previa conforme delibera assembleare.

6.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 cod. civ.

### **Partecipazioni - Trasferimento delle partecipazioni**

#### **Art. 7.**

7.1 E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei soci si presumono di valore proporzionale ai conferimenti effettuati.

7.2 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta

7.3 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del codice civile; nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

#### **Art. 8.**

8.1 Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto, a sensi del successivo punto 8.3; ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestano la qualità di socio sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese.

8.2 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione ed il trasferimento di mandato fiduciario.

8.3 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione, nei casi di cui al precedente punto 8.2, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento.

L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui la partecipazione offerta non sia proporzionalmente divisibile tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento.

- la comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità sopra indicate equivale a "invito a proporre". Pertanto il socio che ha effettuato la comunicazione, dopo essere venuto a conoscenza della accettazione da parte del/i titolare/i del diritto di prelazione, avrà la possibilità di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto e di desistere dalla sua intenzione di trasferire la partecipazione, dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, entro i successivi 15 (quindici) giorni.

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute;

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, abbiano dichiarato di esercitarla, salvo che gli stessi abbiano dichiarato di volersi avvalere della prelazione solo ed esclusivamente in proporzione alla propria partecipazione;

- il diritto di prelazione dovrà comunque essere esercitato dagli altri soci, anche in via non proporzionale tra di loro verificandosi il caso di cui all'ultimo periodo del punto precedente, per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- qualora non si verifichi la condizione di cui al punto che precede ovvero nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire la partecipazione offerta in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta.

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente della C.C.I.A.A. del luogo presso il cui registro Imprese è iscritta la società, su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della consistenza patrimoniale della società e della sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento della partecipazione di controllo della società; le spese della relazione giurata saranno a carico della società nel caso in cui il valore stabilito dall'esperto sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) rispetto al prezzo offerto; negli altri casi, invece, dette spese saranno a carico di chi ha richiesto la relazione giurata;

- ove si tratti di trasferimento per atto tra vivi a titolo gratuito o a titolo oneroso con corrispettivo infungibile, colui che esercita la prelazione dovrà corrispondere al donatario o al cedente a titolo oneroso denaro per importo pari al valore effettivo della partecipazione trasferita, valore da determinarsi ai sensi del comma che precede.

- Qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse inferiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'esperto, salva sempre la facoltà per il socio cedente di desistere dalla sua intenzione di cedere la partecipazione e di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto di trasferimento, da esercitarsi con le modalità sopra stabilite.

- Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire il diritto di opzione e la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta invece per il caso di costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno). Tuttavia per la costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno) con efficacia verso la società, è richiesto il preventivo consenso scritto di tutti gli altri soci.

8.4 Il trasferimento delle partecipazioni e del diritto di opzione, sarà possibile senza l'osservanza delle formalità di cui al precedente punto 8.3 qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

8.5 Il trasferimento delle partecipazioni, se ed in quanto posto in essere con l'osservanza delle prescrizioni di cui ai punti 8.1, 8.2, 8.3 e 8.4 che precedono, avrà effetto di fronte alla società dal momento del deposito dell'atto relativo presso il Registro Imprese. Nel caso di trasferimento, per atto tra vivi, eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto nel presente articolo, lo stesso non avrà effetto verso la società e l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del diritto di voto, degli altri diritti amministrativi e dei diritti patrimoniali. Il cessionario dovrà trasmettere, nel più breve tempo possibile, copia dell'atto traslativo e della ricevuta di avvenuto deposito al registro Imprese, all'organo amministrativo, affinché lo stesso possa procedere agli adempimenti prescritti dalla legge e/o dal presente statuto.

8.6 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, purché venga dimostrata, nel caso di reintestazione, la continuità del mandato in capo al medesimo fiduciante dalla data della prima intestazione alla fiduciaria fino alla reintestazione.

8.7 Il diritto di prelazione compete ai soci anche nel caso in cui venga ceduta la partecipazione di controllo in una società socia della presente società ovvero avvenga un qualsiasi altro mutamento in detta partecipazione di controllo (come ad esempio per effetto di fusione, scissione, conferimento) che determini il subentro di un nuovo soggetto nella titolarità di detto controllo. In tale ipotesi, l'organo amministrativo della società socia dovrà offrire agli altri soci l'acquisto della sua partecipazione alla presente società entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata ceduta o è mutata la partecipazione di controllo. L'offerta dovrà essere effettuata con le modalità indicate nel precedente punto 8.3, precisandosi che agli altri soci compete il diritto di fare ricorso ad un esperto per la determinazione del prezzo, secondo quanto previsto sempre nel precedente punto 8.3.

Qualora la società socia non adempia all'obbligo posto a suo carico, con riguardo alla partecipazione dalla stessa detenuta si produrranno gli stessi effetti previsti per il caso di mancato rispetto del diritto di prelazione dal precedente punto 8.5 (la società socia, pertanto, non sarà più legittimata all'esercizio del diritto di voto, degli altri diritti amministrativi e dei diritti patrimoniali).

#### **Art. 9.**

9.1 In caso di morte di uno dei soci gli altri continuano la società con gli eredi dello stesso (la società potrà essere continuata, anche con uno, più o tutti gli eredi del defunto, secondo quanto dagli stessi convenuto a titolo di divisione ereditaria).

9.2 Il trasferimento della partecipazione agli eredi del socio defunto avrà effetto di fronte alla società dal momento del deposito della prescritta documentazione presso il Registro Imprese. L'erede dovrà trasmettere, nel più breve tempo possibile, copia della suddetta documentazione e della ricevuta di avvenuto deposito al registro Imprese, all'organo amministrativo, affinché lo stesso possa procedere agli adempimenti prescritti dalla legge e/o dal presente statuto.

### **Decisioni dei soci**

#### **Art. 10.**

10.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

10.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge o dal presente Statuto dell'organo Sindacale e del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti;
- d) le modificazioni del presente Statuto;

e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

#### **Art. 11.**

11.1 Le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

11.2 A tal fine l'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea. In alternativa all'organo amministrativo, l'assemblea può essere convocata anche su iniziativa di uno o più soci ovvero dall'organo sindacale, se nominato.

11.3 L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, ai soci ed agli altri aventi diritto, al proprio domicilio; in particolare l'avviso di convocazione deve essere inviato a coloro che rivestano la qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustificano la propria qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese; detto avviso può essere spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero può essere consegnato a mano e controfirmato per ricevuta dal destinatario, ovvero può essere comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (compresi telefax, posta elettronica o altri mezzi simili) purché, in ogni caso, sia garantita la prova della avvenuta spedizione. Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

11.4 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione

#### **Art. 12.**

12.1 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e l'organo sindacale, se nominato, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

#### **Art. 13.**

13.1 L'Assemblea è presieduta a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza del capitale presente.

13.2 L'Assemblea nomina, sempre con il voto della maggioranza dei presenti, un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

13.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

13.4 E' possibile l'intervento in Assemblea mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti ed il capitale dagli stessi rappresentato, constatare le modalità e proclamare i risultati della votazione, identificando i soci favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di fare le dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno da riassumere, a loro richiesta, nel verbale.

#### **Art. 14.**

14.1 Il voto di ciascun socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione. Il diritto di voto spetta a coloro che rivestano la qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustificano la propria qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese.

14.2 Possono intervenire all'assemblea i soci (o i titolari di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) cui spetta il diritto di voto.

14.3 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società. Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni; è ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno. La rappresentanza non può essere conferita né ad amministratori né ai sindaci o al soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti se nominati né ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste.

14.4 L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza e delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze

14.5 Salvo diversa disposizione di legge o del presente statuto le partecipazioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto, ma per le quali non è escluso il diritto di intervento all'assemblea, sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

14.6 Il quorum costitutivo è calcolato una sola volta all'inizio dell'assemblea. Il "quorum di base deliberativo", ossia il capitale rappresentato in assemblea sul quale conteggiare la maggioranza necessaria per adottare la deliberazione, va invece verificato all'inizio dell'unica o di ciascuna votazione, nel caso di più votazioni nel corso della medesima assemblea.

#### **Art. 15.**

15.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

15.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

15.3 Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dell'atto costitutivo deve essere redatto da un notaio.

15.4 Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

15.5 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

15.6 Nel caso di partecipazioni gravate da diritti reali, i diritti (ed in particolare il diritto di intervento all'assemblea) e le facoltà riconosciuti ai soci dai precedenti articoli da 10 a 14 spetteranno invece ai titolari dei diritti reali investiti del diritto di voto.

### **Amministrazione**

#### **Art. 16.**

16.1 La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

a) da un Amministratore Unico

b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di due ad un massimo di sette membri, secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina;

16.2 Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 cod. civ..

16.3 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

16.4 Gli amministratori non sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ..

#### **Art. 17.**

17.1 Gli Amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

17.2 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo, senza necessità di motivazione e senza alcun diritto, per gli amministratori, al risarcimento di eventuali danni.

17.3 E' ammessa la rielegibilità.

17.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con decisione approvata dall'organo sindacale, se nominato, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dai soci. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla prossima decisione dei soci.

Se, invece, viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dai soci (ovvero un amministratore in caso di Consiglio composto da due membri) decade l'intero Consiglio; spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina dei nuovi amministratori. Nel frattempo gli Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

17.5 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

#### **Art. 18.**

18.1 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione, debbono essere adottate mediante deliberazione collegiale

## 18.2 A tal fine il Consiglio di Amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente ovvero da uno qualsiasi degli amministratori, mediante avviso spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero consegnato a mano e controfirmato dal destinatario per ricevuta, ovvero comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo che garantisca la prova dell'avvenuto invio (compresi fax, posta elettronica ed altri mezzi simili), almeno cinque giorni prima dell'adunanza ovvero in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima; in detto avviso debbono essere indicati la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purchè in Italia, o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea.

### **Art. 19.**

19.1 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica e l'organo sindacale se nominato.

19.2 E' possibile l'intervento alle riunioni del Consiglio mediante mezzi di telecomunicazione purchè sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati della votazione, identificando gli amministratori favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni o il proprio dissenso.

19.3 Il Consiglio di amministrazione, delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

19.4 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

### **Art. 20.**

20.1 All'organo amministrativo è affidata la gestione della società: a tal fine l'organo amministrativo potrà compiere tutti gli atti e tutte le operazioni sia di ordinaria che di straordinaria amministrazione, con la sola esclusione di quegli atti e di quelle operazioni che la legge e il presente Statuto riservano espressamente ai soci.

20.2 In particolare è riservata all'assemblea dei soci la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci (ad esempio la vendita o comunque la alienazione dell'unica azienda o di un ramo di azienda).

20.3 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. e di cui al precedente punto 20.1 ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Agli amministratori delegati si applica, per quanto non previsto nel presente statuto, la disciplina dettata dall'art. 2381 c.c., con la sola esclusione della disposizione del quinto comma (dovendosi escludere l'obbligo a carico degli amministratori delegati di relazione periodica).

### **Art. 21.**

21.1 In caso di nomina di un Amministratore Unico ad esso spetta la rappresentanza della società, sia nei rapporti con i terzi che in giudizio.

21.2 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione la rappresentanza della società sia nei rapporti con i terzi che in giudizio, spetterà al Presidente del Consiglio di Amministrazione nonché, in caso di delega, al Presidente suddetto ed all'Amministratore o agli Amministratori Delegati in via disgiunta tra di loro; nella delega potranno essere fissati dei limiti all'uso della firma sociale; la rappresentanza della società spetterà, in via disgiunta anche a quel Consigliere, che viene delegato dal Consiglio di Amministrazione al compimento di una singola operazione e ciò ai fini del compimento dell'operazione autorizzata nonché di tutti gli atti e formalità inerenti e conseguenti.

21.3 La nomina di direttori e di institori spetta all'Organo Amministrativo. Per la nomina di procuratori speciali valgono le competenze sopra stabilite per il compimento dello specifico atto per il quale la procura viene conferita. La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati nell'atto di nomina.

Ai direttori generali, in relazione ai compiti loro affidati, si applicano le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori, salve le azioni esercitabili in base al rapporto di lavoro con la società, il tutto in conformità al disposto dell'art. 2396 c.c.

21.4 In caso di liquidazione, la rappresentanza della società spetta al liquidatore ovvero in caso di nomina di più liquidatori al presidente del Collegio di liquidazione ed eventualmente anche agli altri componenti del collegio medesimo, secondo quanto verrà stabilito in occasione della nomina.

**Art. 22.**

22.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

22.2 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere dell'organo sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità a titolo di trattamento di fine mandato, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

**Controllo****Art. 23.**

23.1 E' facoltà dei soci nominare:

- o l'organo Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 24; l'organo sindacale potrà essere costituito o da un solo membro effettivo ovvero da tre membri effettivi e due membri supplenti, secondo quanto verrà stabilito dai soci in occasione della nomina;

- o un Revisore legale dei conti, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 25;  
- ovvero entrambi

23.2 La nomina dell'organo sindacale o del revisore è invece obbligatoria verificandosi le condizioni poste dalle vigenti norme di legge ed in particolare dall'art. 2477 c.c..

**Art. 24.**

24.1 Nel caso di nomina di un organo di controllo, anche monocratico, si applicano le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni; pertanto per la nomina, la cessazione, la sostituzione dell'organo sindacale si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2397 e segg. c.c..

24.2 L'organo sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ.; la revisione legale dei conti, qualora non venga affidata ad un revisore legale dei conti o ad una società di revisione legale, spetterà all'organo sindacale; in quanto investito della revisione legale dei conti l'organo sindacale dovrà essere costituito da revisori legali iscritti nell'apposito registro.

24.3 In caso di nomina di un organo sindacale in forma collegiale sarà possibile l'intervento alle riunioni dello stesso mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati delle eventuali votazioni; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla eventuale votazione sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni nonché le motivazioni del proprio eventuale dissenso.

**Art. 25.**

25.1 Per la nomina, la cessazione e le funzioni del revisore si applicano le disposizioni di legge vigenti in materia.

25.2 Il soggetto incaricato della revisione legale dei conti (organo sindacale o revisore) dovrà documentare per iscritto l'attività svolta dandone, di volta in volta, comunicazione agli Amministratori.

**Recesso e esclusione del socio****Art. 26.**

26.1 Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a sensi dell'art. 2468 quarto comma cod. civ..

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

26.2 L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute. Il diritto di recesso può essere esercitato solo con riferimento all'intera partecipazione posseduta dal socio recedente.

L'esercizio del recesso ha effetto dal momento in cui la lettera raccomandata di cui sopra è stata ricevuta dalla società. Da tale momento, inoltre, nel caso di recesso con obbligo di preavviso, inizierà a decorrere il termine di preavviso ed il

recesso avrà effetto allo spirare di detto termine. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se, entro novanta giorni, la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della società. Il socio recedente, una volta che il recesso abbia acquistato efficacia, non può revocare la relativa dichiarazione se non con il consenso della società medesima.

#### **Art. 27.**

27.1 I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso ed in particolare tenendo conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ.

27.2 Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro centottanta giorni dal momento in cui il recesso ha effetto.

27.3 Il rimborso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. L'organo amministrativo, pertanto, dovrà innanzitutto offrire a tutti i soci, senza indugio, l'acquisto della partecipazione del socio recedente. Qualora tutti gli altri soci si accordino per iscritto in tal senso, l'acquisto in parola potrà anche avvenire per quote diverse od in favore di alcuni o uno soltanto dei soci ovvero da parte del terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili (con conseguente attribuzione della partecipazione del socio receduto a tutti gli altri soci in proporzione alle rispettive partecipazioni) o in mancanza riducendo corrispondentemente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ. e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società viene posta in liquidazione.

#### **Art. 28.**

28.1 - E' escluso il socio che non abbia eseguito i conferimenti nei termini prescritti, qualora non sia stato possibile procedere alla vendita della sua partecipazione e ciò a sensi e per gli effetti di cui all'art. 2466 c.c. Nel caso di socio che a titolo di conferimento si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

Può essere escluso anche il socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

Il socio può, inoltre, essere escluso in tutti gli altri casi previsti dal presente Statuto.

28.2 L'esclusione deve essere approvata dall'Assemblea dei soci. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta; a tale socio pur spettando il diritto di intervento all'assemblea non spetta il diritto di voto.

28.3 La delibera di esclusione deve essere motivata e deve essere notificata al socio escluso mediante lettera raccomandata A.R.; l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla notifica suddetta. Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione davanti il Tribunale competente per territorio. La proposizione del ricorso sospende gli effetti della delibera di esclusione. Se la società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal tribunale su domanda dell'altro.

28.4 Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art. 27, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

### **Bilancio e destinazione degli utili**

#### **Art. 29.**

29.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

29.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

29.3 Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora la società fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedessero: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione; entro gli stessi termini, previsti per la presentazione del bilancio, deve essere avviato il procedimento per la approvazione dello stesso da parte dei soci, approvazione da effettuarsi con le modalità e nel rispetto dei termini previsti dalla legge e dal presente statuto.

#### **Art. 30.**

30.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

30.2 La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

### **Scioglimento e Liquidazione**

#### **Art. 31.**

31.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto

31.2 Nel caso di cui al precedente punto 31.1 nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea dei soci nomina il liquidatore o i liquidatori ed adotta le altre deliberazioni di cui all'art. 2487 c.c.

31.3 Salvo diversa disposizione adottata in sede di nomina, il liquidatore o i liquidatori avranno il potere di compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

31.4 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile

### **Titoli di debito**

#### **Art. 32.**

32.1 La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci, con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

32.2 La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il doppio del capitale sociale, della riserva legale e delle riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

32.3 La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito (compresi eventuali limiti, anche soggettivi, alla circolazione dei titoli emessi) e le modalità del rimborso. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

32.4 I possessori di titoli adottano le loro decisioni a maggioranza assoluta, calcolata sulla base del valore nominale dei titoli stessi, in qualsiasi forma purchè sia assicurata la partecipazione alla decisione di tutti i possessori di titoli e la decisione finale venga fatta constare da documento scritto.

### **Controversie**

#### **Art. 33.**

33.1 Chi intende esercitare in giudizio un'azione relativamente a qualsiasi controversia che sorgesse fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori, liquidatori e organo sindacale (se nominato) ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, è tenuto preliminarmente ad esperire il procedimento di mediazione ai sensi e nel rispetto di quanto prescritto nel dlgs. 4 marzo 2010 n. 28. Il procedimento di mediazione dovrà essere esperito presso l'organismo di mediazione istituito dalla Camera di Commercio di Vicenza, ai sensi dell'art. 19 secondo comma dlgs 28/2010, salvo diverso accordo tra le parti che potranno scegliere di esperire il suddetto procedimento di mediazione presso altro e diverso organismo, purchè iscritto nel registro di cui all'art. 16 del suddetto dlgs 28/2010. Al procedimento di mediazione si applica il regolamento dell'organismo prescelto (art. 2 dlgs. 28/2010)

33.2 Le controversie di cui al precedente punto 33.1, che non abbiano trovato soluzione mediante la mediazione, saranno decise mediante ARBITRATO della CAMERA ARBITRALE DELLA CAMERA DI COMMERCIO di VICENZA, in conformità al relativo REGOLAMENTO che qui si intende integralmente richiamato. L'arbitrato sarà rituale; si applicano comunque le disposizioni di cui agli artt. 35 e 36 decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5. E' ammesso il ricorso al procedimento del cd. "arbitrato rapido" ricorrendone i presupposti, quali fissati nel succitato REGOLAMENTO. Salva diversa decisione della parti o salvo il caso del cd. "arbitrato rapido", la controversia dovrà essere decisa da un Collegio arbitrale composto da tre membri che saranno nominati e che opereranno conformemente al succitato REGOLAMENTO della CAMERA ARBITRALE.

### **Disposizioni generali**

#### **Art. 34.**

34.1 Per tutti i rapporti con la società, il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominati, è quello che risulta dal Registro Imprese. A tale domicilio vanno effettuate tutte le comunicazioni previste dal presente statuto. Qualora siano previste forme di comunicazione anche mediante fax, posta elettronica o altri mezzi similari, le trasmissioni ai soggetti di cui sopra dovranno essere fatte da numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica o al diverso recapito che siano stati espressamente comunicati da detti soggetti. A tal fine la società dovrà istituire un apposito "libro delle comunicazioni" ove riportare, oltre al domicilio già comunicato al registro Imprese, anche tali indirizzi o recapiti, con obbligo per l'organo amministrativo di tempestivo aggiornamento.

34.2 I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

**Art. 35.**

35.1 Le disposizioni del presente STATUTO si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

35.2 La società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento sia eventualmente soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la apposita sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

**Art. 36.**

36.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata."

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de confirmer Messieurs Graziano MASTROTTO, entrepreneur, né à Arzignano (VI) (Italie), le 14 avril 1964, demeurant à I-36071 Arzignano (Italie), Via della Radura 20, Bruno MASTROTTO, industriel, né à Nogarole Vicentino (VI), (Italie), le 20 juin 1941, demeurant à I-36071 Arzignano, Via Catalani A. 6 (Italie), Santo MASTROTTO entrepreneur, né à Nogarole Vicentino (VI) (Italie), le 08 septembre 1938, demeurant à I-36075 Montecchio Maggiore, Via Mondeo 6 (Italie), et Madame Chiara MASTROTTO, avocate, née à Arzignano (VI) (Italie), le 23 mars 1974, demeurant à I-36071 Arzignano, Via Catalani A. 6 (Italie) dans leurs fonctions d'administrateurs de la société et de nommer Monsieur Nevio DALLA VALLE, né à Arzignano (VI), (Italie), le 3 août 1963, demeurant à I-36051 Creazzo (VI), Via Ponte Storto 16 (Italie), code fiscal DLLNVE63M03A459X, inscrit au "Registro Revisori Legali" sous le numéro 17390, en date du 21 avril 1995 comme "sindaco unico" de la société.

L'assemblée décide encore de nommer Monsieur Bruno MASTROTTO, prénommé, comme président du conseil d'administration.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de conférer à tous les administrateurs et au "sindaco unico", individuellement ou conjointement, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à deux mille six cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Massimo PERRONE, Alain THILL, Martine SCHAEFFER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 août 2012. Relation GRE/2012/3141. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 30 août 2012.

Référence de publication: 2012111944/635.

(120151284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

**SGH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 99.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111911/9.

(120151323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

**Sheringham Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 138.350.

—

Veillez prendre note de la modification suivante:

Deloitte S.A. réviseur d'entreprises agréé, immatriculée sous le numéro B 67.895 auprès du RCS Luxembourg se nomme désormais Deloitte Audit S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Sheringham Holding S.à r.l.*

Mutua (Luxembourg) S.A.

Gérant A

Signatures

Référence de publication: 2012111913/16.

(120151112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Silverhope Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 116.937.

—

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social de la société en date du 27 août 2012*

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. d'accepter la démission de la société SV SERVICES Sàrl de ses fonctions de Commissaire aux Comptes de la société.
2. de nommer en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire la société ACCOUNTIS S.A, ayant son siège social au 4, Rue Jean-Pierre Probst à L-2352 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B146381. Sa mission commencera par la revue des comptes arrêtés au 31 décembre 2011 et son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Clemency, le 27 août 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012111915/18.

(120150913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**STOCKPORT (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 108.728.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour STOCKPORT (Luxembourg) SARL*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012111930/11.

(120151355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.

---

**Valinvest Europe, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 144.756.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012111959/9.

(120151299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2012.